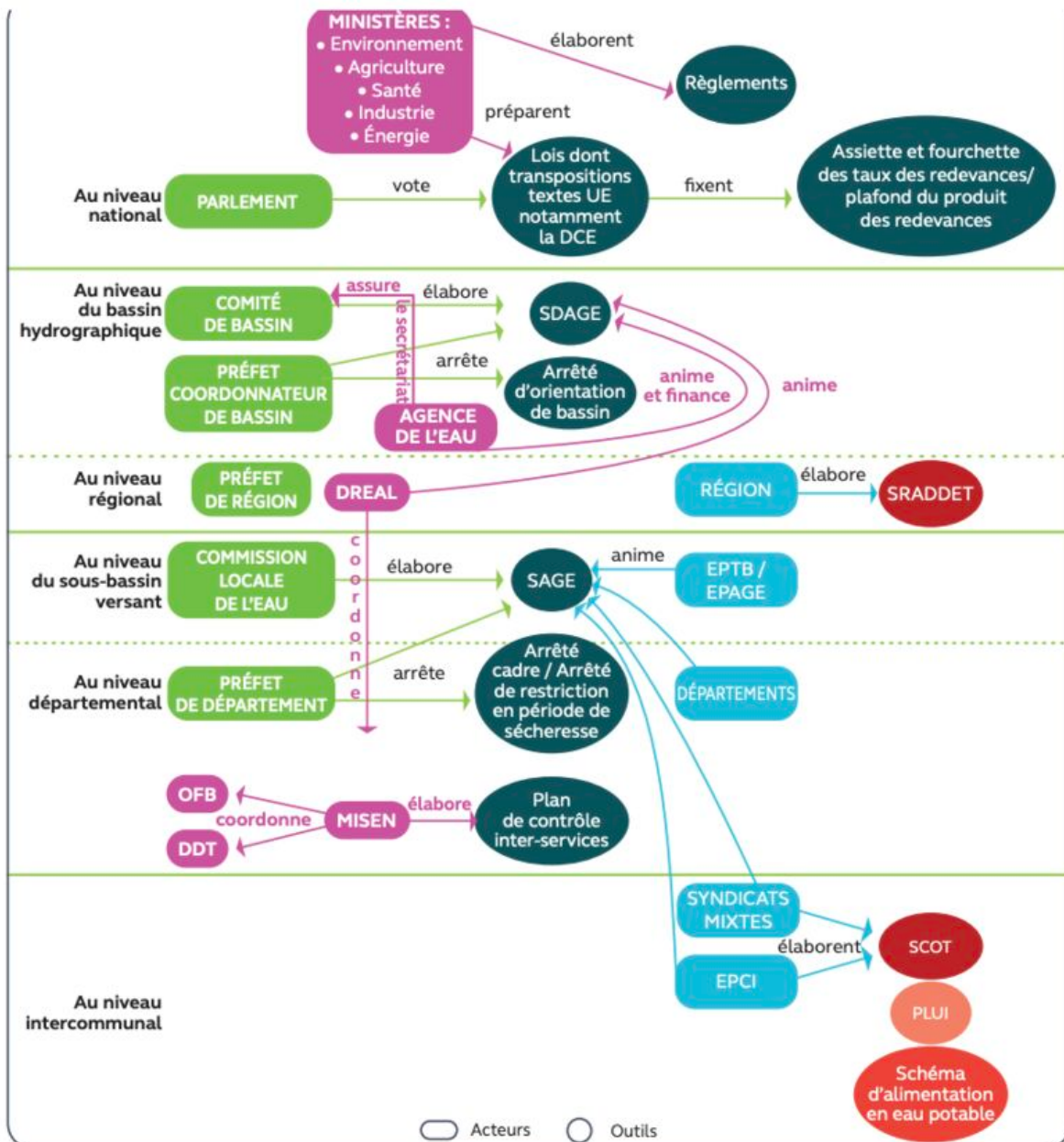


LinkedIn, 10 mars 2023

[Juliette Nouel Créatrice ATELIERS de l'ADAPTATION au changement climatique. JOURNALISTE ANIMATRICE de débats sur climat et biodiversité. Animatrice et formatrice de la Fresque du Climat.](#)
[Créatrice ATELIERS de l'ADAPTATION au changement climatique. JOURNALISTE ANIMATRICE de débats sur climat et biodiversité. Animatrice et formatrice de la Fresque du Climat.](#)

Présentation simplifiée de la gouvernance de l'eau en France



Source : juridictions financières



La sécheresse est à la UNE de l'actu tous les jours, un grand Plan Eau sera bientôt annoncé par le gouvernement, mais...

👉 Vous ne comprenez rien à la gouvernance de l'eau en France ?

Ce schéma vous permettra peut-être d'y voir plus clair (ou pas).

Il est issu du rapport public annuel de la Cour des comptes publié ce 10 mars, qui souligne que

👉 le schéma est « simplifié afin d'en faciliter la lecture » (tous les acteurs ne sont pas représentés...).

👉 cette organisation est inadaptée aux enjeux de la gestion quantitative de l'eau.

Dans les grandes lignes

👉 Depuis plus de deux siècles, les communes ont la responsabilité d'approvisionner la population en eau potable.

👉 L'État joue aussi un rôle important, en assurant notamment l'organisation et l'exercice de la police de l'eau, confié à ses services déconcentrés (DREAL, DDT) ainsi qu'à ceux de l'Office français de la biodiversité.

Sauf que...

La cohérence de l'action de l'Etat est « toutefois altérée par le fait que :

👉 Les trois ministères compétents (environnement, agriculture et santé) « défendent des orientations différentes et que leurs divergences n'ont jamais été véritablement surmontées. »

👉 Par ailleurs, « l'inadéquation entre les circonscriptions administratives et la géographie des bassins et sous-bassins hydrographiques constitue une réalité incontournable, qui oblige l'État et les collectivités locales à mettre en place de nombreuses instances de coordination. »

Des citoyens perdus

L'intrication des responsabilités de l'État et des collectivités territoriales ne permet pas non plus aux citoyens de comprendre facilement la répartition des rôles entre les décideurs, alors que « La mise en œuvre effective de la politique de gestion de l'eau suppose l'adhésion de la population », note le rapport.

Les recommandations

La Cour des Comptes plaide pour une décentralisation plus effective des compétences qui permettrait

👉 de renforcer la responsabilité des différents intervenants dans la gestion de cette politique publique essentielle

👉 et d'en améliorer l'intelligibilité pour le grand public.

Le rapport : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2023> (Chapitre 6)